

Recueil des Actes Administratifs

TOME 4/4

Février 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation Avenue Président Pierre Mendès France

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication ;
- VU l'arrêté 2014-P225 du **15 décembre 2014** ; réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur l'Avenue Président Pierre Mendès France ;
- VU l'arrêté municipal n° 2014-P78, du 25 mars 2014, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes ;
- VU l'arrêté conjoint du conseil général de l'Hérault et du maire de Montpellier, du 05 septembre 2013, réglementant la limitation de la vitesse des véhicules avenue Président Pierre Mendès France ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans les voies précitées ;

Arrête :

Article 1er :

La circulation des véhicules dont la hauteur est supérieure à 4,3 mètres est interdite Avenue Président Pierre Mendès France sous le Rond-Point du Zénith.

Article 2 :

La circulation des véhicules de plus de 7,5 tonnes est interdite Avenue Président Pierre Mendès France, dans sa partie comprise entre la limite d'agglomération et le Rond-point du Zénith.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules effectuant un trajet de desserte locale.

Article 3 :

La circulation est interdite aux cyclistes Avenue Président Pierre Mendès France, dans sa partie comprise entre la limite d'agglomération et la limite de commune.

Article 4 :

Un sens unique est institué sur :

- la bretelle de sortie de l'avenue Pierre Mendès France vers le rond-point du Zénith (coté EST) dans le sens de l'Autoroute A9 La Languedocienne vers Rond-point du Zénith ;
- la bretelle d'accès à l'avenue Pierre Mendès France depuis le rond-point du Zenith (coté EST) dans le sens de Rond-point du Zénith vers l'Autoroute A9 La Languedocienne.

Article 5 :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 70 Km/h Avenue Président Pierre Mendès France, dans sa partie comprise entre la limite d'agglomération et le passage au dessus de l'A9.

Article 6 :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 90 Km/h Avenue Président Pierre Mendès France, dans sa partie comprise entre le passage au dessus de l'A9 et la limite de commune.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2014-P225 du 15 décembre 2014, susvisé est abrogé.

Article 9 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 22 février 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **13 MARS 2017**

Arrêté n° 2017-T510

**Arrêté temporaire
Mesures de stationnement
Avenue Aglaé Adanson**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T187 du **25 janvier 2017** ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'augmenter le délais initialement prévu, afin de permettre de terminer les travaux entrepris ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **28 février 2017** les dispositions de l'arrêté 2017-T187 du **25 janvier 2017** sont prorogées jusqu'au **31 mars 2017** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 24 FEV. 2017



Arrêté n° 2017-T511

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue de la Marqueroze**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25, R. 413-1 et R. 431-9 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déchargement de matériel par la société K-ELEC à la demande de SCCV Numéro sept ;

Arrête :

Article 1er :

Le **07 mars 2017**, la Rue de la Marqueroze au droit de l'immeuble le numéro sept est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- il est créé une piste cyclable réservée exclusivement et obligatoirement aux cycles à deux ou trois roues.
interdiction d'empiéter sur la piste cyclable.

Les cyclistes circulant habituellement sur la piste cyclable seront déviés sur la chaussée.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SCCV Numéro sept.

Article 4 :

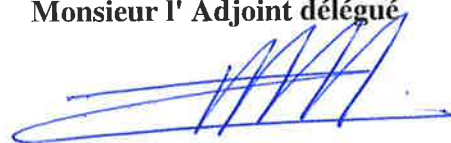
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 Février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Boulevard de l'Observatoire
et Place Alexandre Laissac**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-6 et R. 415-15 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de pose de bacs par grutage sur la place provisoire des Halles Laissac à la demande des Services Techniques DPB de la Ville De Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

A compter du **27 Février 2017** au **03 Mars 2017** , inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les voies suivantes servent d'itinéraire aux véhicules de plus de 7.5T, spécialement autorisés et assignés au chantier de plantation des Halles Laissac :

- Sens Entrant par : Avenue Georges Clémenceau - Rue Anatole France
- Sens Sortant par : Boulevard de l'Observatoire - Rue de la République - Rue Pagezy - Rue Levat
Rue du Grand Saint-Jean - Rue Rondelet - Rue Ernest Michel.

Article 2 :

À compter du **27 Février 2017** au **03 Mars 2017** , l'intersection du chantier Place Alexandre Laissac et du Boulevard de l'Observatoire est réglementée par stop.

Les véhicules en sortie du chantier sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) et cédez le passage aux piétons et autres véhicules.

La sortie des véhicules s'effectuera assistée de plusieurs "homme trafic".

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge conjointement des entreprises SARIVIERE et SPORT ENVIRONNEMENT

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 24 FEV. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction d'arrêt Rue Levat

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de pose de mobilier urbain menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **27 février 2017** et jusqu'au **10 mars 2017** inclus, Rue Levat sur les places de stationnement réservées et nécessaires aux emprises de travaux, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise URBAN'T

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue Nina Simone**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'aménagement à la demande de la SERM / SA3M ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **22 février 2017** et jusqu'au **30 juin 2017** inclus, l'Avenue Nina Simone pour sa partie comprise entre l'allée Jay Dee et la rue du Mas de Barlet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SERM / SA3M.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

24 FEV. 2017



**Arrêté temporaire
Circulation interdite
Rue des Avant-Monts**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de démontage d'une grue à tour à la demande de l'entreprise ARIS CONSTRUCTION ;

Arrête :

Article 1er :

Le **10 mars 2017**, Rue des Avant-Monts, la circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, d'entretien et de service public.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise ARIS CONSTRUCTION.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 24 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T516

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue du Mondial 98

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de branchement à la demande du service Pluvial ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **22 février 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus, l'Avenue du Mondial 98 au droit d'Union Matériaux est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La voie de droite est interdite à la circulation générale.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SCAM.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

24 FEV. 2017

Luc ALBERNHE



**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Brumaire**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de raccordement à la demande de Véolia. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **22 février 2017** et jusqu'au **10 mars 2017** inclus, la circulation est interdite Rue Brumaire
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.
La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 2 :

Une première déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Vendémiaire, emprunte :

- la Place Christophe Colomb
- et se termine sur l'Avenue Raymond Dugrand.

Une deuxième déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la contre allée de l'Avenue Raymond Dugrand, emprunte :

- la rue Nivose
- et se termine sur la rue Vendémiaire.

Article 3 :

À compter du **10 mars 2017** et jusqu'au **12 mars 2017** inclus, Rue Brumaire, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Véolia.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

24 FEV. 2017



Arrêté n° 2017-T520

**Arrêté temporaire
Mesure de circulation et de stationnement
Rue du Pistolet**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°2016-P77, du 21 juin 2016, portant réglementation des voies dans l'aire piétonne dénommée MOLIERE à Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de reprise d'une fissure d'une façade à la demande de l'entreprise Etairmed. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 27 février 2017 et jusqu'au 28 février 2017 inclus, Rue du Pistolet, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au camion nacelle VL immatriculé CS-293-RR. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Etairmed.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

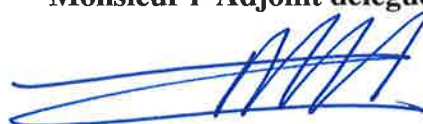
À compter du **27 février 2017** et jusqu'au **28 février 2017** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule nacelle VL immatriculé CS-293-RR, assigné aux travaux de reprise d'une fissure d'une façade, est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre de l'aire piétonne.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE



Publié le : 28 FEV. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier



Arrêté n° 2017-T521

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Place des Beaux Arts
Place Tixador
Rue du Marché aux Bestiaux
Rue de la Poésie
Rue Canton
Rue Lunaret
Place Emila Combes
Rue Villefranche
Rue de la Cavalerie
Rue Prou dhon
Rue Jules Grévy
Esplanade de la Musique
Carnaval les Beaux Arts.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du Carnaval de l'Association de Quartier Beaux-Arts Pierre Rouge ;

Arrête :

Article 1er :

Le **18 mars 2017**, Place des Beaux Arts, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 14h00 à 18h30.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Le **18 mars 2017**, Place Albin Tixador le stationnement est interdit ., le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 14h00 à 18h30.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Le **18 mars 2017**, Rue du Marché aux Bestiaux, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 16h à 18h30.**

Article 4 :

Le **18 mars 2017**, Rue de la Poésie, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 16h à 18h30.**

Article 5 :

Le **18 mars 2017**, Rue Canton, dans sa partie comprise entre la Rue de la Cavalerie et la Rue Lunaret, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 16h à 18h30.**

Article 6 :

Le **18 mars 2017**, Rue Lunaret, dans sa partie comprise entre la Rue Canton et la Rue de Villefranche, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 16h à 18h30.**

Article 7 :

Le **18 mars 2017**, Place Emile Combes, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 16h à 18h30.**

Article 8 :

Le **18 mars 2017**, Rue de Villefranche, dans sa partie comprise entre la Rue Lunaret et la Rue de la Cavalerie, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 16h à 18h30.**

Article 9 :

Le **18 mars 2017**, Rue de la Cavalerie, dans sa partie comprise entre la Rue de Villefranche et la Place Emile Combes, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 16h à 18h30.**

Article 10 :

Le **18 mars 2017**, Rue Proudhon, dans sa partie comprise entre la Place Emile Combes et la Place des Beaux Arts, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 16h à 18h30.**

Article 11 :

Le **18 mars 2017**, Rue Jules Grévy, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 16h à 18h30.**

Article 12 :

Le **18 mars 2017**, Esplanade de la Musique, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 16h à 18h30.**

Article 13 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.
La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du CARNAVAL

Article 14 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'Association de Quartier Beaux Arts Pierre Rouge

Article 15 :

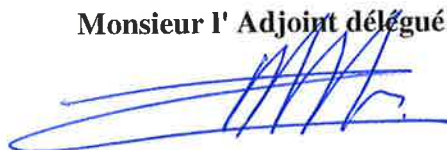
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 16 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

Arrêté n° 2017-T522

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Frédéric Peyson**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement par la société TOUBAT à la demande de Monsieur Toubat Kchaou ;

Arrête :

Article 1er :

Le **28 février 2017**, Rue Frédéric Peyson au droit du N° 23 sur 4 places, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur TOUBAT Kchaou

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les voies suivantes servent d'itinéraire aux véhicules de plus de 7.5T, spécialement autorisés et assignés au déménagement par la société TOUBAT

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 24 FEV, 2017

DROIT DE PREEMPTION
Préemption de la propriété CHARBONNIER LAYSSAC
20 et 22 rue Lamartine
Déconsignation

- Vu le code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
 - Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - Vu l'arrêté n° 2016/2077/T/R en date du 6 juin 2016 donnant délégation à Mme Stéphanie JANNIN, adjointe à l'urbanisme et l'aménagement durable ;
 - Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement l'article L.213-4-2 ;
 - Vu la décision de préemption du 29 mai 2015 ;
 - Vu la saisine de la juridiction compétente en matière d'expropriation du 3 août 2015 ;
 - Vu l'arrêté du 7 août 2015 par lequel la Ville de Montpellier a consigné auprès de la Caisse des dépôts et consignations la somme de cinquante deux mille huit cents euros (52 800 €), correspondant à 15 % de la valeur estimée par les services fiscaux de la propriété CHARBONNIER LAYSSAC ;
 - Vu la consignation n° 2255628 de la Caisse des dépôts et consignations du 27 août 2015.
- **Considérant** que la Ville a exercé le droit de préemption le 29 mai 2015 sur la vente de la propriété CHARBONNIER LAYSSAC, étant précisé que la SERM interviendrait à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui serait ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement Montpellier Grand Cœur ;
- **Considérant** qu'à la suite du jugement du 22 juillet 2016 du juge de l'expropriation, la Ville a décidé d'acquérir le bien au prix fixé par le juge ;
- **Considérant** que la Ville a acquis le bien le 6 février 2017, la SERM étant intervenue en qualité de tiers payeur à l'acte et que ledit bien a été cédé le même jour à la SERM ;
- **Considérant** que la SERM a réglé l'intégralité du montant de l'acquisition ;
- **Considérant** que le bien objet de la présente déconsignation est libre de toute charge.

Arrête :

Article 1^{er} :

La somme de cinquante-deux mille huit cents euros (52 800 €) sera déconsignée à la diligence de Monsieur le Trésorier payeur général pour être versée sur le compte ouvert par Monsieur le Trésorier principal municipal et imputée au compte de la commune de Montpellier (chapitre 911, nature 275).

Article 2 :

La Ville de Montpellier procède à la déconsignation sous sa propre autorité et décharge la Caisse des dépôts et consignations de toute responsabilité.

Article 3 :

Monsieur le Directeur général des services de la mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 23 FEV. 2017

Pour Monsieur le Maire et par
délégation, Madame l'Adjointe
déléguée



Stéphanie JANNIN

Publié le : 24 FEV. 2017
Notifié le :

Arrêté n° 2017-T523

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Proudhon**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement et à la demande de Madame Guiraud Anne-Sophie ;

Arrête :

Article 1er :

Le **04 mars 2017**, Rue Proudhon au droit du N°2 sur un emplacement de 10 mètres, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame Guiraud Anne-sophie

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les voies suivantes servent d'itinéraire aux véhicules de plus de 7.5T, spécialement autorisés et assignés au déménagement de Madame GUIRAUD

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 23 février 2017

Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 27 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T524

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue du Pont de Lattes**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Madame WEIGEL marie jeanne ;

Arrête :

Article 1er :

Le **05 mars 2017**, Rue du Pont de Lattes au droit du N°36 sur 2 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame WEIGEL marie jeanne

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les voies suivantes servent d'itinéraire aux véhicules de plus de 7.5T, spécialement autorisés et assignés au travaux de déménagement de Madame WEIGEL

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 23 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 27 FEV. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Isidore Girard

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'acheminement de matériel à la demande de la société SOLTECHNIC 31 ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **27 février 2017** et jusqu'au **24 avril 2017** inclus, Rue Isidore Girard au n° 20 sur 1 place, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 23 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 24 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T526

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de La Rochelle**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation organisée par les amis de la Rochelle ;

Arrête :

Article 1er :

Le 02 mars 2017 et le 6 avril 2017: la Rue de La Rochelle entre la rue saint Guilhem et la rue saint Sépulcre est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Saint Guilhem, emprunte :

- la Rue de la Valfère
- la Rue Vien

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des organisateurs.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 23 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 27 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T527

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Route de Vauguières**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de suppression d'un branchement à la demande d'ENEDIS. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **10 mars 2017** inclus, la Route de Vauguières au droit du numéro 1950 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COMELEC.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 23 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

28 fév. 2017



**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Fouques**

Arrêté n° 2017-T528

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement par le théâtre à la demande de Madame Sophie LAFINE ;

Arrête :

Article 1er :

Le **10 mars 2017**, Rue Fouques au droit du N°18 sur un emplacement de 15 mètres, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame Sophie LAFINE

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les voies suivantes servent d'itinéraire aux véhicules de plus de 7.5T, spécialement autorisés et assignés au Déménagement du Théâtre

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 23 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 27 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T529

**Arrêté temporaire
Mesures de stationnement
Rue Charles Amans
et Rue Baudin**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordement électrique à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 06 mars 2017 et jusqu'au 17 mars 2017 inclus, Rue Charles Amans, le stationnement est interdit sauf pour les véhicules nécessaires aux travaux.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du 06 mars 2017 et jusqu'au 17 mars 2017 inclus, Rue Baudin au droit du n°1, le stationnement est interdit sauf pour les véhicules nécessaires aux travaux.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ABE

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 23 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 28 FEV. 2017

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Place Saint Roch**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de la livraison d'échafaudages à la demande de Muzarelli ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **27 février 2017** et jusqu'au **28 février 2017** inclus, Place Saint Roch, le stationnement est interdit sauf pour les véhicules nécessaires à la livraison.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Transport Brel.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 23 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 24 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T532

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue du Faubourg Boutonnet**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de réfection de voirie à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole service Voirie. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **27 février 2017** et jusqu'au **13 mars 2017** inclus, la circulation est interdite Rue du Faubourg Boutonnet, dans sa partie comprise entre le Quai des Tanneurs et la Rue Chamayou
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, la police et les riverains.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Faubourg Boutonnet, emprunte :

- l'Avenue Saint Charles
- l'Avenue Chancel
- la Place Marcel Godechot
- l'Avenue du Professeur Grasset
- la Rue de la Garenne

et se termine sur la Rue du Faubourg Boutonnet.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 23 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

24 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T534

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Passage entre
la Rue Hébert et la Rue Danton**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de sondage à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 mars 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus de **9h00 à 16h00**, le **Passage** entre la Rue Hébert et la rue Danton est soumis aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Véolia.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 23 Février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

28/02/2017



**Autorisation d'implantation de boîtes relais sur le
domaine public: La Poste**

**rue des Ecoles Laïques et 28, rue du Faubourg
Figuierolles**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier

- Vu le Code Général des Collectivités territoriales;
- Vu le Code Général de la Propreté des personnes publiques ;
- Vu les arrêtés donnant délégation de signature aux Adjointes au Maire ;
- Considérant la demande effectuée par Monsieur Martinez Jean François, agissant au nom du Groupe La Poste en vue d'obtenir l'autorisation d'occupation du domaine public ;

Arrête :

Article 1 : Monsieur Martinez Jean François, agissant au nom du Groupe La Poste est autorisé(e) à installer sur le domaine public les dispositifs suivants :

1. rue des Ecoles Laïques - côté gauche en montant face au salon: ART COIFFURE
2. 28, rue du Faubourg Figuierolles (Place SALENGRO)

Les dimensions hors tout de chaque mobilier est de: 632 mm en largeur, 1018 mm en hauteur et 413 mm en profondeur.

Article 2 : Cette autorisation est accordée à titre précaire et est délivrée sous réserve de l'observation des règlements en vigueur.

Article 3 : Le permissionnaire s'acquittera, le cas échéant des redevances calculées en fonction du tarif, voté par le Conseil Municipal.

Article 4 : Les occupations du domaine public doivent s'intégrer harmonieusement à l'environnement urbain.

Le gestionnaire du mobilier s'engage à le maintenir en parfait état et à en assurer le nettoyage.

Article 5 : L'autorisation est établie à titre personnel. Elle ne peut être cédée, louée, vendue, à l'occasion d'une mutation ou de disparition de l'activité.

Article 6 : L'autorisation peut être retirée ou suspendue à tout moment pour motif d'ordre public ou intérêt général ou en cas de non observation des conditions réglementaires ou de non-paiement des redevances en temps voulu.

Si des travaux occasionnent la suspension, un dégrèvement des droits de voirie au prorata temporis pourra être accordé sur demande.

Tout retrait ou suspension d'une autorisation entraîne l'obligation de libérer immédiatement l'espace public de toute occupation et n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Elle sera révoquée à tout moment si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige. Celle-ci pourra être retirée immédiatement.

Article 7 : M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 FEV. 2017

Pour Monsieur le Maire et par
délégation, Monsieur l'Adjoint
délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : - 1 MARS 2017
Notifié le :

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Voies diverses**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 mars 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus, Rue de la Croix des Rosiers, dans sa partie comprise entre la Rue Eugène Fraissinet et la Rue Gustave Eiffel, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

Article 2 :

À compter du **02 mars 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus, Avenue de la Liberté, dans sa partie comprise entre la Rue des Grèzes et l'Avenue de la Recambale, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**
La circulation sera dévié par rétrécissement de la chaussée.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise AER.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 24 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 02 MARS 2017



Arrêté n° 2017-T537

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Jacques Dalcroze**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'entretien du patrimoine arboré à la demande du service Jardins et Espaces Naturels de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **17 mars 2017** inclus, Rue Jacques Dalcroze sur le parking du gymnase Bernard Jouanique, le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise UPEE7.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 24 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 02 MARS 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Place Rondelet et Rue Rondelet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de raccordements à la fibre optique à la demande de Orange ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **08 mars 2017** et jusqu'au **10 mars 2017** inclus, Place Rondelet, l'arrêt et le stationnement sont interdits par autorisation de voirie.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **08 mars 2017** et jusqu'au **10 mars 2017** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- la Rue Rondelet dans sa partie comprise entre la Rue Saint Denis et la Rue Ernest Michel ;
- la Place Rondelet.

Article 3 :

À compter du **08 mars 2017** et jusqu'au **10 mars 2017** inclus, Rue Rondelet, dans sa partie comprise entre la Rue Saint Denis et la Rue Ernest Michel, chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 5h00.**

Article 4 :

À compter du **08 mars 2017** et jusqu'au **10 mars 2017** inclus, la circulation est interdite Place Rondelet, dans sa partie comprise entre la Rue de Belfort et la Rue Ernest Michel et dans la voie en direction de la rue Catalan réservée à la déviation mise en place.
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 5h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours et de service public.

Une déviation est mise en place.

Les usagers sont détournés par le Parking de la Place Rondelet.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise ETE Réseaux

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 24 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

28 FEV. 2017

Publié le :

Arrêté n° 2017-T539

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue de la Reine Hélène D'Italie
et Avenue de Saint Lazare**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25, R. 413-1 et R. 431-9 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T57 du **13 janvier 2017** ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que les travaux entrepris nécessitent un délai supplémentaire pour être terminés ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 février 2017** les dispositions de l'arrêté 2017-T57 du **13 janvier 2017** sont prorogées jusqu'au **17 mars 2017** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 24 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



02 MARS 2017

Publié le :

Arrêté n° 2017-T542

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Allée Jules Milhau**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de sondage de la dalle de l'allée Jules Milhau à la demande de l'entreprise SOCRI ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 mars 2017** et jusqu'au **02 mars 2017** inclus, Allée Jules Milhau, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule Renault Trafic immatriculé CV-414-HM en charge des travaux de sondage.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SMAC, mandatée par SOCRI pour l'exécution des travaux.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

À compter du **01 mars 2017** et jusqu'au **02 mars 2017** inclus, le véhicule Renault Trafic immatriculé CV-414-HM en charge des travaux de sondage, est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre de l'aire piétonne ainsi que sur l'allée Jules Milhau.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 24 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

2 8 FEV. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue Pierre d'Adhémar

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de pose de mobilier urbain à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 mars 2017** et jusqu'au **15 mars 2017** inclus, Avenue Pierre d'Adhémar au droit du numéro 23 sur 2 places, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Urban'nt

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 24 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 02 MARS 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Tunnel de la Comédie**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, pour permettre la maintenance des équipements techniques du tunnel par la société CEGELEC ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **30 mars 2017** et jusqu'au **31 mars 2017** inclus, la circulation est interdite Tunnel de la Comédie

Ces dispositions sont applicables **de 22 h à 6 h.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours.

Article 2 :

Une déviation est mise en place en provenance de boulevard de l'Observatoire. Cette déviation débute sur le Boulevard Victor Hugo, emprunte :

- la Rue Joffre
 - la Rue du Clos René
 - la Rue Aristide Ollivier
- et se termine sur le Pont Juvénal.

Article 3 :

À compter du **30 mars 2017** et jusqu'au **31 mars 2017** inclus, L'entrepreneur, chargé d'effectuer les travaux devra assurer la signalisation du chantier et des éventuels itinéraires de déviation (pose et maintenance permanente). Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. Il devra afficher le présent arrêté de manière lisible pendant la durée des travaux.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de CEGELEC.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 24 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 02 MARS 2017

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n° 2017/0697/T/R

**Délégation de signature
Remplacement de Mme Marie-Hélène SANTARELLI
par Mme Isabelle MARSALA
du 13 au 17 mars 2017 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'élection du Maire le 5 avril 2014 ;
- Vu l'élection des Adjoints le 29 avril 2015 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Considérant que Mme Marie-Hélène SANTARELLI, 3^{ème} Adjointe au Maire, déléguée à la Sécurité, est absente du 13 au 17 mars 2017 inclus.

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Isabelle MARSALA, 5^{ème} Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation du 13 au 17 mars 2017 inclus à la Sécurité publique, comprenant :

- La Police municipale,
- Le Conseil local de Sécurité et Prévention de la Délinquance (CLSPD),
- La Médiation sociale,
- Le Contrôle du stationnement de surface,
- La Vidéo-protection,
- L'Animal dans la ville,
- L'Hygiène et la sécurité sanitaire (prévention sanitaire et contrôle des conditions d'hygiène et de santé, campagnes liées à un risque de santé publique, vaccinations, liens institutionnels avec l'Association Réseau des Ville Santé (ARS) pour les compétences relevant de la sécurité sanitaire...)
- La Lutte contre l'habitat indigne,
- L'Environnement (suivi des ICPE, pollutions du milieu [eau/air/sol]...)
- La Sécurité civile (comprenant le Plan Communal de sauvegarde).

Article 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Madame Isabelle MARSALA reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée.

Article 3 :

La délégation de fonction consentie à Madame Isabelle MARSALA inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que définis par l'article 1^{er}, la signature de tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation et d'exécution de tous les marchés publics d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT et de leurs avenants.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, 1^{er} Adjoint au Maire, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 4 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Madame Isabelle MARSALA reçoit délégation pour la signature de tous actes de procédures et contrats (sous réserve de la délégation spécifique relative aux marchés publics telle que précisée en article 3), concessions d'aménagement, délégations de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté. |

Montpellier, le 25.02.2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 27.02.2017
Notifié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue des Quatre Vents

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 110-2, R. 411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 413-1, R. 415-10, R. 415-15, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté 2012/NT/R/DGU-P73 du 19 mars 2012 ; réglementant la circulation et le stationnement des véhicules dans la Rue des Quatre Vents ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue des Quatre Vents.

Article 2 :

La circulation des véhicules de plus de 3,5t est interdite Rue des Quatre Vents.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules effectuant un trajet de desserte locale.

Article 3 :

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires à l'intersection de la Rue des Quatre Vents, de l'Avenue du Pic Saint Loup et de l'Avenue Abbé Paul Parguel.
En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

Article 4 :

À l'intersection de la Rue des Quatre Vents et de l'Avenue Vincent Auriol, le carrefour aménagé est classé "carrefour à sens giratoire". En conséquence les conducteurs qui abordent ce carrefour sont tenus de respecter les règles de priorité fixées par le code de la route pour ce type de carrefour.

Article 5 :

Les personnes à mobilité réduite ont 2 places réservées Rue des Quatre Vents côté pair au n° 173. L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 6 :

Le stationnement est autorisé Rue des Quatre Vents côté impair, au droit du n° 89 et sur environ 30 mètres, et côté pair entre le n° 179 et le n° 201.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 7 :

Le stationnement est interdit Rue des Quatre Vents côté impair depuis l'école martenelle Agrippa d'Aubigné vers et jusqu'à la Rue des 4 Seigneurs.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 9 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2012/NT/R/DGU-P73 du **19 mars 2012**, susvisé est abrogé.

Article 10 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 27 février 2017

Monsieur le Maire

✓

Philippe SAUREL

Publié le : **13 MARS 2017**

Arrêté n° 2017-P6

**Arrêté permanent
Mesures de circulation
Rue de la Fond Froide**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 110-2, R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 413-1 et R. 415-10 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité et livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription ;
- VU l'arrêté 2009/NT/R/DGU-P178 du 04 août 2009 ; réglementant la circulation et le stationnement dans la Rue de la Fond Froide ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La circulation de tous les véhicules poids lourds est interdite Rue de la Fond Froide, sauf desserte locale.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables à la desserte locale.

Article 2 :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

À l'intersection, de la Rue de la Fond Froide et de l'Avenue Vincent Auriol, le carrefour aménagé est classé "carrefour à sens giratoire". En conséquence les conducteurs qui abordent ce carrefour sont tenus de respecter les règles de priorité fixées par le code de la route pour ce type de carrefour.

Article 4 :

La Rue de la Fond Froide est mise en impasse.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2009/NT/R/DGU-P178 du **04 août 2009**, susvisé est abrogé.

Article 7 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 27 février 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **13 MARS 2017**

Arrêté n° 2017-P7

**Arrêté permanent
Mesures de circulation
Impasse de la Lironde**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de créer des emplacements de stationnement réservés aux véhicules du service public ;

Arrête :

Article 1er :

Il est instauré une mise en impasse de l'Impasse de la Lironde.

Article 2 :

Il est interdit de tourner à droite dans la bretelle de sortie de l'Avenue Vincent Auriol pour tous les véhicules circulant dans l'Impasse de la Lironde depuis la Rue de la Fond Froide vers la Rue de Thomassy.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 27 février 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le :

13 MARS 2017

Arrêté n° 2017-P8

**Arrêté permanent
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de Thomassy**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de créer des emplacements de stationnement réservés aux véhicules du service public ;

Arrête :

Article 1er :

Il est instauré une mise en impasse de la Rue de Thomassy.

Article 2 :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

Il est interdit de tourner à gauche dans la bretelle de sortie de l'avenue Vincent Auriol pour les véhicules circulant dans la Rue de Thomassy vers la Rue de la Fond Froide.

Article 4 :

L'arrêt et le stationnement sont interdits Rue de Thomassy côté pair au n° 594.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 27 février 2017

Monsieur le Maire

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'P' followed by a long diagonal stroke, representing the signature of Philippe Saurel.

Philippe SAUREL

Publié le :

13 MARS 2017

Arrêté n° 2017-P9

**Arrêté permanent
Mesures de circulation
Avenue Vincent Auriol**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 110-2, R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 413-1, R. 413-3 et R. 415-10 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité et livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 70 km/h Avenue Vincent Auriol entre les panneaux d'entrée dans l'Agglomération et la limite de la commune.
Ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules contraints par le code de la route à circuler à une vitesse maximale inférieure.

Article 2 :

À l'intersection, de l'Avenue Vincent Auriol, de la Rue de la Fond Froide et de la Rue des Quatre Vents, le carrefour aménagé est classé "carrefour à sens giratoire". En conséquence les conducteurs qui abordent ce carrefour sont tenus de respecter les règles de priorité fixées par le code de la route pour ce type de carrefour.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 27 février 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **13 MARS 2017**

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Avenue Raymond Dugrand**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société Ofradem. ;

Arrête :

Article 1er :

Le **30 janvier 2017**, Avenue Raymond Dugrand entre le N° 800 et 812 sur 2 places , au droit de Monoprix , le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement de la société Ofradem.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société Ofradem.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 Février 2017.

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 31 JAN. 2017



Arrêté n° 2017-T504

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Shirin Ebadi**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de reprise en façade à la demande de la société CASANOVA Maintenance ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **28 février 2017** et jusqu'au **01 mars 2017** inclus, la Rue Shirin Ebadi, dans sa partie comprise entre la Rue Aung San Suu Kyi et la Rue Wangari Maathai est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société CASANOVA Maintenance.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le :

Arrêté n° 2017-T541

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de la Marqueroze**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de branchement au réseau, à la demande de 3M-Régie des Eaux ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **17 mars 2017** inclus, la Rue de la Marqueroze, dans sa partie comprise entre la Rue de l'Arnel et la Rue Michel Colucci dit Coluche est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise de la Régie des Eaux.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 Février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

02 MARS 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Jules Ferry

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-6, R. 415-15, R. 417-10 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des emprises des travaux d'aménagement du chantier "Hotel St Roch -Belaroia" à la demande de la SERM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 mars 2017** et jusqu'au **04 janvier 2019** inclus, les emprises définies et nécessaires au chantier " Hotel St Roch- Belaroia " ont les emplacements réservés sur :

- la Rue Catalan ;
- la Rue Jules Ferry et dans sa partie comprise entre la Rue Pagézy et l'ouvrage du passage inférieur à la Rue du Grand Saint Jean;
- la Rue Pagézy dans sa partie comprise entre la Rue du Grand Saint Jean et la Rue Durand ;
- la Rue du Grand Saint Jean dans sa partie comprise entre l'ouvrage supérieur au tram et la Rue Pagézy et entre la Rue Levat et la Rue Pagezy.

Le requérant est chargé de maintenir le cheminement des piétons et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule aux emplacements réservés sont interdits.

Article 2 :

À compter du **10 mars 2017** et jusqu'au **04 janvier 2019** à l'intersection, de la Rue Jules Ferry et de la Rue Pagézy, les conducteurs circulant sur la Rue Jules Ferry ou sortant de l'enceinte du chantier, sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres piétons et véhicules.

Article 3 :

À compter du **10 mars 2017** et jusqu'au **04 janvier 2019** inclus, sur la voie provisoire du parking Serm depuis la Rue Catalan vers et jusqu'à la Rue du Grand Saint Jean un sens unique est institué.

Article 4 :

À compter du **10 mars 2017** et jusqu'au **04 janvier 2019** inclus, la voie de droite est interdite à la circulation générale sur :

- la Rue du Grand Saint Jean dans sa partie comprise entre l'ouvrage supérieur au tram et la Rue Pagézy ;
- la Rue Pagézy dans sa partie comprise entre la Rue du Grand Saint Jean et la Rue Durand ;
- la Rue Jules Ferry dans sa partie comprise entre la Rue Pagézy et la voie du Tram.

Article 5 :

A compter du **10 mars 2017** et jusqu'au **04 janvier 2019** , en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les voies suivantes servent d'itinéraire aux véhicules de plus de 7.5T, spécialement autorisés et assignés au chantier de construction "Hotel St Roch - Belaröia":

Sens entrant : Avenue de Maurin - Rue Catalan -Voie provisoire parking Serm - Rue du Grand St Jean - Rue Pagézy - Rue Ferry

Sens Sortant : Rue Levat - Rue du Grand St Jean - Place St Denis - Rue Rondelet - Rue Ernest Michel

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

02 MARS 2017

Publié le :

Arrêté n° 2017-T547

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Leconte de Lisle**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de démolition à la demande de ACM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 mars 2017** et jusqu'au **31 mars 2017** inclus, la Rue Leconte de Lisle au niveau du passage sous le bâtiment, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- un double sens de circulation avec sens prioritaire est mis en place. Les véhicules circulant en direction de la chapelle Gely sont prioritaires.
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Eiffage Chastagner.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 02 MARS 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Colonel Marchand

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de branchement d'eau usée à la demande de Véolia ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 06 mars 2017 et jusqu'au 10 mars 2017 inclus, la Rue du Colonel Marchand au droit du numéro 4 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

02 MARS 2017

Publié le :

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue de la Palissade**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de raccordement au réseau d'eaux usées à la demande de Véolia ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **17 mars 2017** inclus, la Rue de la Palissade est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite entre la Rue de la Raffinerie et le n°3 ;
la déviation des véhicules se fera par la Rue Adam de Craponne et la Place Roger Salengro.
- Il est instauré une mise en impasse dans sa partie comprise entre la Rue du Jardin Martel et le n°3.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

02 MARS 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Voies diverses

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'éclairage public menés par la Métropole à la demande du Service Eclairage Public ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 06 mars 2017 et jusqu'au 31 mars 2017 inclus, la circulation est interdite sur les voies suivantes:

- - la Rue du Progres
 - la Rue Subléyras
 - la Rue Baumes
 - la Rue Volontaires
 - la Rue Maillart
 - la Rue Duval Jouve

Article 2 :

Ces dispositions sont applicables 9h00 à 16h00.

Article 3 :

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de CITEOS

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 février 2017
Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 02 MARS 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue des Bouisettes**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau électrique à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

Le **03 avril 2017**, la Rue des Bouisettes, dans sa partie comprise entre la Rue Jean Bimar et l'Impasse des Oliviers est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ENEDIS.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

02 MARS 2017



Arrêté n° 2017-T555

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
STADE ALTRAD STADIUM**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de rugby MHR contre RACING 92 au stade ALTRAD STADIUM ;

Arrête :

Article 1er :

Le **18 mars 2017**, la circulation est interdite sur :

- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue de Bugarel dans sa partie comprise entre l'Avenue de Toulouse et le Boulevard Paul Valéry ;
- la Rue de Font Couverte dans sa partie comprise entre la Rue du Lavandin et le Boulevard Paul Valéry.

Ces dispositions sont applicables **de 12h45 à 23h45.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules autorisés à accéder au stade Altrad Stadium ;
- aux riverains.

Article 2 :

Le **18 mars 2017**, le stationnement est interdit sur :

- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue Gustave Flaubert dans sa partie comprise entre la Rue Alfred Jarry et la Rue Ulysse Vergnes.

Ces dispositions sont applicables **12h45 à 23h45.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules autorisés à accéder au stade Altrad Stadium ;
- aux riverains.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Le coup d'envoi du match sera donné à 20h45.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 Février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

02 MARS 2017



Arrêté n° 2017-T556

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de La Rochelle**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T508 du **24 février 2017** ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de raccordement à la demande de GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 mars 2017** les dispositions de l'arrêté 2017-T508 du **24 février 2017** sont prorogées jusqu'au **17 mars 2017** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Fait à Montpellier, le 27 février 2017

Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

02 MARS 2017

Publié le :

**Arrêté temporaire
Mesures de stationnement
Rue du Dahlia**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T122 du **19 janvier 2017** ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation de l'entreprise Demathieu Bard ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 mars 2017** les dispositions de l'arrêté 2017-T122 du **19 janvier 2017** définies ci-dessous, sont prorogées jusqu'au **31 mars 2017** inclus.

-Rue du Dahlia dans sa partie comprise entre la Rue Marguerite et le n°15, le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 février 2017

Monsieur l'Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

02 MARS 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Delmas

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de pose de fibre optique à la demande de Sogetrel ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **24 mars 2017** inclus, Rue Delmas du côté droit dans le sens des PR croissants au PR 24 + 0020 sur 4 places, le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Sogetrel

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 02 MARS 2017

Délégations de signature
Département Economique, Emploi et Insertion
Abroge et remplace l'arrêté n° 20162099/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- **VU** la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Département Développement économique, Emploi et Insertion est composé de :

- La Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public.

Monsieur Philippe BOULET, Directeur Général Adjoint du Département Développement économique, Emploi et Insertion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe BOULET, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public est composée des services :

- Occupation du Domaine public
- Gestion des Moyens communs
- Publicité et Mobilier sur le Domaine public
- Commerce et Artisanat

Monsieur Stéphane LOPEZ, Directeur des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.

- En matière de marchés publics :

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane LOPEZ, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Aurore NYBELEN pour ce qui relève du service Occupation du Domaine public, Madame Christèle DUBOZ pour ce qui relève du service Gestion des Moyens communs, Monsieur Denis BAQUIER pour ce qui relève du service Publicité et Mobilier sur le Domaine public et Madame Sylvie BELLANGER pour ce qui relève du service Commerce et Artisanat.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane LOPEZ, Mesdames Aurore NYBELEN, Christèle DUBOZ, Monsieur Denis BAQUIER et Madame Sylvie BELLANGER, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe BOULET.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane LOPEZ, la délégation est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-1 :

Madame Aurore NYBELEN, responsable du service Occupation du Domaine public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Aurore NYBELEN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Aurore NYBELEN et Monsieur Stéphane LOPEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-2 :

Madame Christèle DUBOZ, responsable du service Gestion des Moyens communs, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christèle DUBOZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christèle DUBOZ et Monsieur Stéphane LOPEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-3 :

Monsieur Denis BAQUIER, responsable du service Publicité et Mobilier sur le Domaine public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis BAQUIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Denis BAQUIER et Stéphane LOPEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-4 :

Madame Sylvie BELLANGER, responsable du service Commerce et Artisanat, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie BELLANGER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie BELLANGER et Monsieur Stéphane LOPEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28. 02. 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 01. 03. 2017
Notifié le :

Délégations de signature
Administration Générale et Finances
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2097/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- **VU** la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le département Administration Générale et Finances est composé de :

- La Direction des Finances,
- La Direction de l'Energie et des Moyens Techniques,
- La Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique.

Madame Juliette BEREGLI, Directrice Générale Adjointe en charge du Département Administration Générale et Finances, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Juliette BEREGLI, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par cette dernière pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction des Finances est composée des services :

- Expertise Financière
- Gestion Budgétaire et Comptable
- Actionnariats et Partenariats

Monsieur Vincent DOMEIZEL, Directeur des Finances, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Michelle CUBIZOLLE pour ce qui relève du service Expertise Financière, Monsieur Fabien DELCASSO pour ce qui relève du service Actionnariats et Partenariats et Madame Christelle ROSE-BONAUD pour ce qui relève du service Gestion Budgétaire et Comptable.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent DOMEIZEL, Madame Michelle CUBIZOLLE, Monsieur Fabien DELCASSO et Madame Christelle ROSE-BONAUD, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliette BEREGL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGL.

ARTICLE 2-1 :

Madame Michelle CUBIZOLLE, responsable du service Expertise Financière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Michelle CUBIZOLLE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Michelle CUBIZOLLE et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGL.

ARTICLE 2-2 :

Monsieur Fabien DELCASSO, responsable du service Actionnariats et Partenariats, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien DELCASSO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Fabien DELCASSO et Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 2-3 :

Madame Christelle ROSE-BONAUD, responsable du service Actionnariats et Partenariats, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christelle ROSE-BONAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle ROSE-BONAUD et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3 :

La Direction Energie Moyens Techniques est composée des services :

- Energie
- Informations Géographiques
- Parc Auto
- Achats et Production Graphique

Monsieur Michel IRIGOIN, Directeur de l'Energie et des Moyens Techniques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel IRIGOIN, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Jean CASTEIL pour ce qui relève du service Energie, Monsieur Franck PERDRIZET pour ce qui relève du service Informations Géographiques, Monsieur Manuel VASSALLO pour ce qui relève du service Parc Auto et Monsieur Mario GIRARDI pour ce qui relève du service Achats et Production Graphique.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Michel IRIGOIN, Jean CASTEIL, Franck PERDRIZET, Manuel VASSALLO et Mario GIRARDI, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliette BEREGLI.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel IRIGOIN, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3-1 :

Monsieur Jean CASTEIL, responsable du service Energie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean CASTEIL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Michel IRIGOIN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Jean CASTEIL et Michel IRIGOIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3-2 :

Monsieur Franck PERDRIZET, responsable du service Informations Géographiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Franck PERDRIZET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Michel IRIGOIN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Franck PERDRIZET et Michel IRIGOIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3-3 :

Monsieur Manuel VASSALLO, responsable du service Parc Auto, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Manuel VASSALLO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Michel IRIGOIN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Manuel VASSALLO et Michel IRIGOIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 3-4 :

Monsieur Mario GIRARDI, responsable du service Achats et Production Graphique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mario GIRARDI, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Michel IRIGOIN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Mario GIRARDI et Michel IRIGOIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 4 :

La Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique est composée des services :

- Affaires Juridiques
- Commande Publique

Monsieur Benjamin DI GRAZIA, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-

cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.

- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Lore DEXPERT, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA et Madame Lore DEXPERT, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Emmanuelle RANCHOU pour ce qui relève du service Affaires Juridiques.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, Mesdames Lore DEXPERT et Emmanuelle RANCHOU, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliette BEREGLI.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 4-1 :

Madame Lore DEXPERT, directrice adjointe, responsable du service Commande Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Lore DEXPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Lore DEXPERT et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 4-2 :

Madame Emmanuelle RANCHOU, responsable du service Affaires Juridiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle RANCHOU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Emmanuelle RANCHOU, Lore DEXPERT et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28.02.2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 01.03.2017

Notifié le :

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n° 2017/0710/T/R

Délégations de signature
Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2100/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- **VU** la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Pôle Ressources humaines et Relations sociales est composé de :

- La Direction des Ressources Humaines,
- La Mission Projet Managérial.

Monsieur Domitien DETRIE, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domitien DETRIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction des Ressources Humaines est composée des services :

- Gestion Prévisionnelle des Postes et des Emplois

- Carrière et Rémunération
- Formation et Compétences
- Santé
- Prévention des Risques Professionnels

Madame Thaïs CASTELLO, Directrice des Ressources Humaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Thaïs CASTELLO, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Michel JULIEN pour ce qui relève du service Gestion Prévisionnelle des Postes et des Emplois, Madame Mélanie SCAPIN pour ce qui relève du service Carrières et Rémunération, Madame Véronique MARCHAL pour ce qui relève du service Formation et Compétences, Monsieur Karl LEGOUSSOUART pour ce qui relève du service Santé et Monsieur Mehdi JACQUET pour ce qui relève du service Prévention des Risques Professionnels.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Thaïs CASTELLO, Monsieur Michel JULIEN, Mesdames Mélanie SCAPIN, Véronique MARCHAL, Messieurs Karl LEGOUSSOUART et Mehdi JACQUET, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Domitien DETRIE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Thaïs CASTELLO, la délégation est accordée à Monsieur Domitien DETRIE.

ARTICLE 2-1 :

Monsieur Michel JULIEN, responsable du service Gestion Prévisionnelle des Postes et des Emplois, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel JULIEN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Thaïs CASTELLO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel JULIEN et Madame Thaïs CASTELLO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Domitien DETRIE.

ARTICLE 2-2 :

Madame Mélanie SCAPIN, responsable du service Carrières et Rémunération, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mélanie SCAPIN, la délégation ci-dessus est accordée par intérim à Madame Nathalie DUMONT-VEYRAC, puis à Madame Thaïs CASTELLO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Mélanie SCAPIN, Nathalie DUMONT-VEYRAC et Thaïs CASTELLO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Domitien DETRIE.

ARTICLE 2-3 :

Madame Véronique MARCHAL, responsable du service Formation et Compétences, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Véronique MARCHAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Thaïs CASTELLO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Véronique MARCHAL et Thaïs CASTELLO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Domitien DETRIE.

ARTICLE 2-4 :

Monsieur Karl LEGOUSSOUART, responsable du service Santé, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl LEGOUSSOUART, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Thaïs CASTELLO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl LEGOUSSOUART et Madame Thaïs CASTELLO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Domitien DETRIE.

ARTICLE 2-5 :

Monsieur Mehdi JACQUET, responsable du service Prévention des Risques Professionnels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mehdi JACQUET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Thaïs CASTELLO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mehdi JACQUET et Madame Thaïs CASTELLO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Domitien DETRIE.

ARTICLE 3 :


Madame Catherine GILLES, responsable de la Mission Projet Managérial, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine GILLES, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Domitien DETRIE.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28.02.2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 01.03.2017
Notifié le :

**Délégations de signature
Département Culture et Sport
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2102/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **[VU]** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- **VU** la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Département Culture et Sport est composé de :

- La Direction Culture et Patrimoine,
- La Direction Sports et Jeunesse,
- La Direction du Parc du Lunaret.

Monsieur Marc DANIEL, Directeur Général Adjoint du Département Culture et Sport, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction Culture et Patrimoine (DCP) est composée des services :

- Manifestations culturelles
- Archives municipales
- Administration
- Partenariat culturel

- Lieux d'Arts et d'Histoire
- Audiovisuel et Industries culturelles

Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, Directeur de la Culture et du Patrimoine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Camille AUBIN pour ce qui relève du service Manifestations culturelles, Madame Christine FEUILLAS pour ce qui relève du service Archives municipales, Madame Carine BAQUIER pour ce qui relève du service Administration, Madame Danielle GONCALVES pour ce qui relève du service Partenariat culturel, Madame Audrey PORTERON pour ce qui relève du service Lieux d'Arts et d'Histoire et Madame Madeline FAURE pour ce qui relève du service Audiovisuel et Industries culturelles.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU et de Mesdames Camille AUBIN, Christine FEUILLAS, Carine BAQUIER, Danielle GONCALVES et Audrey PORTERON, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Marc DANIEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-1 :

Madame Camille AUBIN, responsable du service Manifestations culturelles, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Camille AUBIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Camille AUBIN et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-2 :

Madame Christine FEUILLAS, responsable du service Archives municipales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine FEUILLAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine FEUILLAS et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-3 :

Madame Carine BAQUIER, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Carine BAQUIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Carine BAQUIER et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-4 :

Madame Danielle GONCALVES, responsable du service Partenariat culturel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Danielle GONCALVES, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Danielle GONCALVES et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-5 :

Madame Audrey PORTERON, responsable du service Lieux d'Arts et d'Histoire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Audrey PORTERON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Audrey PORTERON et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-6 :

Madame Madeline FAURE, responsable du service Audiovisuel et Industries culturelles, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Madeline FAURE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Madeline FAURE et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 3 :

La Direction Sports et Jeunesse (DSJ) est composée des services :

- Sports
- Jeunesse

Monsieur Bruno LAPEYRONIE, Directeur par intérim des Sports et de la Jeunesse, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LAPEYRONIE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Geneviève CHABBERT pour ce qui relève du service Sports et Madame Christiane CONTE pour ce qui relève du service Jeunesse.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU et de Mesdames Geneviève CHABBERT et Christiane CONTE, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Bruno LAPEYRONIE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LAPEYRONIE, la délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 3-1 :

Madame Geneviève CHABBERT, responsable du service Sports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Geneviève CHABBERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LAPEYRONIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Geneviève CHABBERT et de Monsieur Bruno LAPEYRONIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 3-2 :

Madame Christiane CONTE, responsable du service Jeunesse, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christiane CONTE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LAPEYRONIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christiane CONTE et de Monsieur Bruno LAPEYRONIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4 :

La Direction du Parc du Lunaret (DPL) est composée des services :

- Administration
- Service pédagogique
- Accueil et Surveillance
- Service technique
- Service animalier

Monsieur Luc GOMEL, Directeur du Parc du Lunaret, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.

- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc GOMEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David GOMIS, Directeur zoologique, et Madame Lisa LACROIX, Directrice administrative.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Véronique PAPAY, pour ce qui relève du service Administration, Monsieur Vincent PERRET pour ce qui relève du service Pédagogique, Monsieur Norbert CARRASCO pour ce qui relève du service Accueil et Surveillance, Monsieur Jérôme MOYNIER pour ce qui relève du service Technique et Monsieur Baptiste CHENET pour ce qui relève du service Animalier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Luc GOMEL, David GOMIS, Mesdames Lisa LACROIX, Véronique PAPAY, Messieurs Vincent PERRET, Norbert CARRASCO et Jérôme MOYNIER, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Marc DANIEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation est accordée à Marc DANIEL.

ARTICLE 4-1 :

Madame Véronique PAPAY, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Véronique PAPAY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc GOMEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Véronique PAPAY, Messieurs Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4-2 :

Monsieur Vincent PERRET, responsable du service Pédagogique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent PERRET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc GOMEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Vincent PERRET, Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4-3 :

Monsieur Norbert CARRASCO, responsable du service Accueil et Surveillance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Norbert CARRASCO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc GOMEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Norbert CARRASCO, Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4-4 :

Monsieur Jérôme MOYNIER, responsable du service Technique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme MOYNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc GOMEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Jérôme MOYNIER, Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4-5 :

Monsieur Baptiste CHENET, responsable du service Animalier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Baptiste CHENET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc GOMEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Baptiste CHENET, Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28.02.2017

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 01.03.2017
Notifié le :

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n° 2017/0712/T/R

**Délégations de signature
Département Développement Territorial
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2096/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **[VU]** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- **VU** la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Département Développement Territorial comprend le Département Urbanisme et Aménagement, lui-même composé de :

- La Direction Aménagement Programmation,
- La Direction Urbanisme Opérationnel,
- La Mission Projet Urbain.

Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint du Département Développement Territorial, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 1-1 :

Monsieur Rémy AILLERET, Directeur du Département Urbanisme et Aménagement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.

- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Rémy AILLERET, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint du Département Développement Territorial.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Rémy AILLERET et Monsieur Yves NURIT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction Aménagement Programmation (DAP) est composée des services :

- Planification
- Renouvellement urbain
- Formes urbaines

Madame Sylvie MAHOT, Directrice de l'Aménagement et de la Programmation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Nicolas PICCININ pour ce qui relève du service Planification, Monsieur Bernard SAUTRE pour ce qui relève du service Renouvellement urbain et Madame Hélène REDER pour ce qui relève du service Formes urbaines.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie MAHOT, Messieurs Nicolas PICCININ, Bernard SAUTRE et Madame Hélène REDER, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Rémy AILLERET.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Rémy AILLERET, la délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie MAHOT, la délégation est accordée à Monsieur Rémy AILLERET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie MAHOT et Monsieur Rémy AILLERET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 2-1 :

Monsieur Nicolas PICCININ, responsable du service Planification, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas PICCININ, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas PICCININ et de Madame Sylvie MAHOT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Rémy AILLERET.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Rémy AILLERET, la délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 2-2 :

Monsieur Bernard SAUTRE, responsable du service Renouvellement urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard SAUTRE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Bernard SAUTRE et de Madame Sylvie MAHOT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Rémy AILLERET.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Rémy AILLERET, la délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 2-3 :

Madame Hélène REDER, responsable du service Formes urbaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène REDER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Hélène REDER et Sylvie MAHOT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Rémy AILLERET.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Rémy AILLERET, la délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 3 :

La Direction Urbanisme Opérationnel (DUOP) est composée des services :

- Droits des Sols et Police de l'Urbanisme
- Foncier-opérationnel

Monsieur Yves CHAUSSOUY, Directeur de l'Urbanisme Opérationnel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Bernard ROUVIER, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY et Monsieur Bernard ROUVIER, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Emmanuelle DI GRAZIA, pour ce qui relève du service Foncier opérationnel.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Yves CHAUSSOUY, Bernard ROUVIER et Madame Emmanuelle DI GRAZIA, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Rémy AILLERET.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, la délégation est accordée à Monsieur Rémy AILLERET.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Rémy AILLERET, les délégations sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 3-1 :

Monsieur Bernard ROUVIER, Directeur adjoint de l'Urbanisme Opérationnel, responsable du service Droits des Sols et Police de l'Urbanisme, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard ROUVIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Bernard ROUVIER et Yves CHAUSSOUY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Rémy AILLERET.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Rémy AILLERET, la délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 3-2 :

Madame Emmanuelle DI GRAZIA, responsable du service Foncier opérationnel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Bernard ROUVIER et Yves CHAUSSOUY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Rémy AILLERET.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Rémy AILLERET, la délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 4 :

Monsieur Nicolas ROUBIEU, Directeur de la Mission Projet urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ROUBIEU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Rémy AILLERET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Nicolas ROUBIEU et Rémy AILLERET, la délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28.02.2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 01.03.2017
Notifié le :

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n° 2017/0713/T/R

**Délégations de signature
Département Réussite Educative
et Patrimoine Immobilier
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2105/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- **VU** la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier est composé de :

- La Direction de l'Education,
- La Direction de l'Enfance,
- La Direction de la Politique Alimentaire,
- La Direction Travaux et Maintenance,
- La Direction Architecture et Immobilier.

Monsieur Jean-Paul DAYRE, Directeur Général Adjoint du Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Paul DAYRE, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction de l'Education est composée des services :

- Ressources

- Action Scolaire et Animation
- Projet éducatif et Prospective

Madame Cristel ARROUET, Directrice de l'Education, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cristel ARROUET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Nicolas JEANJEAN pour ce qui relève du service Ressources, Monsieur Pierre-Olivier PANDOLFI pour ce qui relève du service Action scolaire et Animation et Madame Marie-France PAULIN pour ce qui relève du service Projet éducatif et Prospective.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Cristel ARROUET, Messieurs Nicolas JEANJEAN, Pierre-Olivier PANDOLFI et Madame Marie-France PAULIN, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cristel ARROUET, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 2-1 :

Monsieur Nicolas JEANJEAN, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas JEANJEAN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cristel ARROUET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas JEANJEAN et Madame Cristel ARROUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 2-2 :

Monsieur Pierre-Olivier PANDOLFI, responsable du service Action scolaire et Animation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre-Olivier PANDOLFI, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cristel ARROUET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre-Olivier PANDOLFI et Madame Cristel ARROUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 2-3 :

Madame Marie-France PAULIN, responsable du service Projet éducatif et Prospective, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-France PAULIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cristel ARROUET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Marie-France PAULIN et Cristel ARROUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 3 :

La Direction de l'Enfance est composée des services :

- Coordination territoriale
- Politique Petite Enfance et Prospective
- Ressources

Madame Pauline BONNEFOY, Directrice de l'Enfance et responsable de la Coordination territoriale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline BONNEFOY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Christian

MILESI pour ce qui relève du service Politique Petite Enfance et Prospective et Madame Marion NISOL pour ce qui relève du service Ressources.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline BONNEFOY, Monsieur Christian MILESI et Madame Marion NISOL, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline BONNEFOY, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 3-1 :

Monsieur Christian MILESI, responsable du service Politique Petite Enfance et Prospective, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian MILESI, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Pauline BONNEFOY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Christian MILESI et Madame Pauline BONNEFOY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 3-2 :

Madame Marion NISOL, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marion NISOL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Pauline BONNEFOY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Marion NISOL et Pauline BONNEFOY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 4 :

La Direction de la Politique Alimentaire est composée des services :

- Intendance et Maintenance
- Qualité / Diététique
- Unité de Production

Monsieur Luc LIGNON, Directeur de la Politique Alimentaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc LIGNON, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Bernard RAMIREZ, Directeur adjoint et responsable de l'Unité de production.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Luc LIGNON et Bernard RAMIREZ, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Pierre VIAL pour ce qui relève du service Intendance et Maintenance et Madame Aude DE MACEDO pour ce qui relève du service Qualité.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Luc LIGNON, Bernard RAMIREZ, Pierre VIAL et Madame Aude DE MACEDO, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc LIGNON, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 4-1 :

Monsieur Bernard RAMIREZ, Directeur adjoint, responsable du service Unité de production, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard RAMIREZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc LIGNON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Monsieur Luc LIGNON et Bernard RAMIREZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 4-2 :

Monsieur Pierre VIAL, responsable du service Intendance et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre VIAL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc LIGNON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Monsieur Luc LIGNON et Bernard RAMIREZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 4-3 :

Madame Aude DE MACEDO, responsable du service Qualité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Aude DE MACEDO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc LIGNON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Monsieur Luc LIGNON et Bernard RAMIREZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5 :

La Direction Travaux et Maintenance (DTM) est composée des services :

- Maintenance
- Sécurité, Aménagements, Equipement
- Ateliers
- Administration et Comptabilité

Madame Hélène PARTIMBENE, Directrice des Travaux et Maintenance Action Solidaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène PARTIMBENE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Dominique DELAHAYE, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène PARTIMBENE et Monsieur Dominique DELAHAYE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Olivier PIACENTINI pour ce qui relève du service Sécurité,

Aménagements et Equipements, Monsieur René MATEO pour ce qui relève du service Ateliers, et Madame Francine CHAPELAIN pour ce qui relève du service Administration et Comptabilité.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène PARTIMBENE, Messieurs Dominique DELAHAYE, Olivier PIACENTINI, René MATEO et Madame Francine CHAPELAIN, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène PARTIMBENE, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5-1 :

Monsieur Dominique DELAHAYE, Directeur adjoint des Travaux et Maintenance, responsable du service Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Dominique DELAHAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc LIGNON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Dominique DELAHAYE et Madame Hélène PARTIMBENE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5-2 :

Monsieur Olivier PIACENTINI, responsable du service Sécurité, Aménagements et Equipements, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier PIACENTINI, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Hélène PARTIMBENE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Olivier PIACENTINI, Madame Hélène PARTIMBENE et Monsieur Dominique DELAHAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5-3 :

Monsieur René MATEO, responsable du service Ateliers, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur René MATEO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Hélène PARTIMBENE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur René MATEO, Madame Hélène PARTIMBENE et Monsieur Dominique DELAHAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5-4 :

Madame Francine CHAPELAIN, responsable du service Administration et Comptabilité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Francine CHAPELAIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Hélène PARTIMBENE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Francine CHAPELAIN, Hélène PARTIMBENE et Monsieur Dominique DELAHAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6 :

La Direction de l'Architecture et de l'Immobilier (DAI) est composée des services :

- Architecture
- Conduite d'Opérations
- Gestion Active / Propriété / Sécurité
- Moyens Généraux
- Administratif et Financier

Monsieur Jean-Louis DESTISON, Directeur de l'Architecture et de l'Immobilier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis DESTISON, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Christine BRIDON, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Florence BASTIEN pour ce qui relève du service Conduite d'Opérations, Madame Séverine TERSINET pour ce qui relève du service Gestion Active / Propriété / Sécurité, Monsieur Marc

DUBOZ pour ce qui relève du service Moyens Généraux et Madame Anna WILLEMIN pour ce qui relève du service Administratif et Financier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Louis DESTISON, Mesdames Christine BRIDON, Florence BASTIEN, Séverine TERSINET, Monsieur Marc DUBOZ et Madame Anna WILLEMIN, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis DESTISON, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-1 :

Madame Christine BRIDON, Directrice adjointe de l'Architecture et de l'Immobilier, responsable du service Architecture, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine BRIDON et Monsieur Jean-Louis DESTISON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-2 :

Madame Florence BASTIEN, responsable du service Conduite d'Opérations, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence BASTIEN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Florence BASTIEN, Monsieur Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-3 :

Madame Séverine TERSINET, responsable du service Gestion Active / Propriété / Sécurité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Séverine TERSINET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Séverine TERSINET, Monsieur Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-4 :

Monsieur Marc DUBOZ, responsable du service Moyens Généraux, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DUBOZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Marc DUBOZ, Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-5 :

Madame Anna WILLEMIN, responsable du service Gestion Active / Propriété / Sécurité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anna WILLEMIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Anna WILLEMIN, Monsieur Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté. |

Montpellier, le 28.02.2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 01.03.2017
Notifié le :

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Arrêté n° 2017/0714/T/R

**Délégations de signature
Département Services Publics,
de l'Environnement et des Transports
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2098/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- **VU** la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Département Services Publics, de l'Environnement et des Transports est composé de :

- La Direction Paysage et Biodiversité.

Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur Général Adjoint du Département Services Publics, de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Claude HEMAIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction Paysage et Biodiversité est composée des services :

- Gestion des Ressources
- Bureau d'Etudes et Paysage
- Jardins et Espaces Naturels

Monsieur Patrick BERGER, Directeur du Paysage et de la Biodiversité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Laurent GUILLAUME, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Patrick BERGER et Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Patricia CLAVEL, pour ce qui relève du service Gestion des Ressources, Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER pour ce qui relève du service Bureau d'Etudes et Paysage et Madame Pauline LAMBREY pour ce qui relève du service Jardins et Espaces Naturels.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Patrick BERGER, Laurent GUILLAUME, Mesdames Patricia CLAVEL, Hélène CHAMAYOU-STEINIGER et Pauline LAMBREY, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 2-1 :

Madame Patricia CLAVEL, responsable du service Gestion des Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia CLAVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia CLAVEL, Messieurs Patrick BERGER et Laurent GUILLAUME, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 2-2 :

Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, responsable du service Bureau d'Etudes et Paysage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, Messieurs Patrick BERGER et Laurent GUILLAUME, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 2-3 :

Madame Pauline LAMBREY, responsable du service Bureau d'Etudes et Paysage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline LAMBREY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline LAMBREY, Messieurs Patrick BERGER et Laurent GUILLAUME, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté. |

Montpellier, le 28.02.2017

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 01.03.2017
Notifié le :

**Délégations de signature
Direction Générale des Services
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2103/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- **VU** la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La Direction Générale des Services est composée ainsi :

- Le Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique
- Le Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier
- Le Département Solidarité et Vivre ensemble
- Le Département Développement Territorial
- Le Département Administration générale et Finances
- Le Département Culture et Sport
- Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports
- Le Département Développement économique, Emploi et Insertion
- La Mission Grand Cœur

Par dérogation aux délégations de fonctions consenties aux adjoints et aux conseillers municipaux, Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des départements et directions sous son autorité, délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions au sens de l'article L2122-22 (CGCT) et arrêtés du Maire.

Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des départements et directions placés sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de ses départements et missions.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

- Délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions au sens de l'article L2122-22 (CGCT) et arrêtés du Maire.
- Délégation de signature pour l'ensemble des décisions individuelles favorables ou défavorables prises en réponse à la demande d'un agent de la ville ou d'un usager.
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés municipaux, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Délégation de fonction pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres d'Etat Civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux susdites déclarations et pourra valablement délivrer toutes copies ou extraits enregistrés à Montpellier.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian FINA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT, Directeur Général Adjoint.

ARTICLE 2 :

La Mission Grand Cœur est composée des services :

- Patrimoine
- Accueil Communication Espace public

Monsieur Patrice BONNIN, Directeur de la Mission Grand Cœur, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrice BONNIN, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Sarah HAAS, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrice BONNIN et Madame Sarah HAAS, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées au responsable du service Patrimoine pour ce qui relève du service Patrimoine.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrice BONNIN, Madame Sarah HAAS et le responsable du service Patrimoine, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrice BONNIN, la délégation est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-1 :

Madame Sarah HAAS, Directrice adjointe, responsable du service Accueil Communication Espace public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sarah HAAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Patrice BONNIN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sarah HAAS et Monsieur Patrice BONNIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-2 :

Le responsable du service Patrimoine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Patrice BONNIN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable, de Madame Sarah HAAS et Monsieur Patrice BONNIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté. |

Montpellier, le 28.02.2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 01.03.2017
Notifié le :

**Délégations de signature
Département Proximité
et Modernisation de l'Action Publique
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2101/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- [VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- VU la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique est composé de :

- La Direction du Secrétariat Général,
- La Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique,
- La Direction Organisation et Evaluation,
- La Direction des Systèmes d'Information,

Monsieur Alain PONS DE VINCENT, Directeur Général Adjoint en charge du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS DE VINCENT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction du Secrétariat Général est composée des services :

- Assemblée
- Courrier

Madame Clémentine PAPA, Directrice du Secrétariat Général, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- ~~Délégation de signature de toutes les réponses aux demandes de communication de documents~~ administratifs et pour toute correspondance avec la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA).
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés municipaux et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clémentine PAPA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Stéphanie THIARELLO pour ce qui relève du service Assemblée et Madame Céline GAGLIANO pour ce qui relève du service Courrier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Clémentine PAPA, Stéphanie THIARELLO et Céline GAGLIANO, chacune pour ce qui la concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clémentine PAPA, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 2-1 :

Madame Stéphanie THIARELLO, responsable du service Assemblée, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour le paraphe et la cotation, la délivrance des expéditions du registre municipaux et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie THIARELLO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Stéphanie THIARELLO et Clémentine PAPA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 2-2 :

Madame Céline GAGLIANO, responsable du service Courrier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline GAGLIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Céline GAGLIANO et Clémentine PAPA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3 :

La Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique est composée des services :

- Police municipale
- Centre Supérieur Urbain
- Surveillance de la Voie Publique et Environnement Urbain
- Ressources communes
- Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance / Office Local de la Tranquillité Publique
- Sécurité Civile

Monsieur Jean-Pierre VIALAY, Directeur de la Réglementation et de la Tranquillité Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Georges ELNECAVE, pour ce qui relève du service Police Municipale, Monsieur Marc VANNIER, pour ce qui relève du service Centre Supérieur Urbain, Madame Josiane SCORDO-POULIER, pour ce qui relève du service Surveillance de la Voie Publique et Environnement Urbain, Madame Catherine MARTY, pour ce qui relève du service Ressources communes, Monsieur Antonio PAIXAO DO SENHOR, pour ce qui relève

du service Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance / Office Local de la Tranquillité Publique et Monsieur Thomas DUBIEZ, pour ce qui relève du service Sécurité Civile.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Jean-Pierre VIALAY, Georges ELNECAVE, Marc VANNIER, Mesdames Josiane SCORDO-POULIER, Catherine MARTY, Messieurs Antonio PAIXAO DO SENHOR et Thomas DUBIEZ, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-1 :

Monsieur Georges ELNECAVE, responsable du service Police Municipale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Georges ELNECAVE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Georges ELNECAVE et Jean-Pierre VIALAY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-2 :

Monsieur Marc VANNIER, responsable du service Centre Supérieur Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Marc VANNIER et Jean-Pierre VIALAY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-3 :

Madame Josiane SCORDO-POULIER, responsable du service Surveillance de la Voie publique et Environnement Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Josiane SCORDO-POULIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Josiane SCORDO-POULIER et Monsieur Jean-Pierre VIALAY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-4 :

Madame Catherine MARTY, responsable du service Surveillance de la Voie publique et Environnement Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine MARTY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine MARTY et Monsieur Jean-Pierre VIALAY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-5 :

Monsieur Antonio PAIXAO DO SENHOR, responsable du service Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance / Office Local de la Tranquillité Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Antonio PAIXAO DO SENHOR, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Antonio PAIXAO DO SENHOR et Jean-Pierre VIALAY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-6 :

Monsieur Thomas DUBIEZ, responsable du service Sécurité Civile, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas DUBIEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Thomas DUBIEZ et Jean-Pierre VIALAY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 4 :

La Direction de l'Organisation Evaluation est composée du service :

- Contrôle de Gestion

Monsieur Alexandre WEILL, Directeur de de l'Organisation Evaluation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alexandre WEILL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Karine GARCIN-ESCOBAR, pour ce qui relève du service Contrôle de Gestion.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Alexandre WEILL et Madame Karine GARCIN-ESCOBAR, chacun pour ce qui la concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alexandre WEILL, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 4-1 :

Madame Karine GARCIN-ESCOBAR, responsable du service Contrôle de Gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Karine GARCIN-ESCOBAR, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alexandre WEILL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Karine GARCIN-ESCOBAR et Monsieur Alexandre WEILL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 5 :

La Directeur des Systèmes d'Information est composée des services :

- Relations Utilisateurs
- Etudes Conceptions Informatiques
- Production Informatique
- Réseaux et Télécom

Monsieur Frédéric FAYOLLE, Directeur des Systèmes d'Information, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.

- En matière de marchés publics :

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Christine CASTAN, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric FAYOLLE et Madame Christine CASTAN, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Sylvie GIL pour ce qui relève du service Etudes Conceptions Informatiques, Monsieur Olivier JALBAU pour ce qui relève du service Production Informatique et Monsieur Eric ALABERT pour ce qui relève du service Réseaux et Télécom.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Frédéric FAYOLLE, Mesdames Christine CASTAN, Sylvie GIL, Messieurs Olivier JALBAU et Eric ALABERT, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric FAYOLLE, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 5-1 :

Madame Christine CASTAN, Directrice adjointe, responsable du service Relations Utilisateurs, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine CASTAN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine CASTAN et Monsieur Frédéric FAYOLLE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 5-2 :

Madame Sylvie GIL, responsable du service Etudes Conceptions Informatiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie GIL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sylvie GIL, Christine CASTAN et Monsieur Frédéric FAYOLLE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 5-3 :

Monsieur Olivier JALBAU, responsable du service Production Informatique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier JALBAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Olivier JALBAU et Frédéric FAYOLLE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 5-4 :

Monsieur Eric ALABERT, responsable du service Réseaux et Télécom, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric ALABERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Eric ALABERT et Frédéric FAYOLLE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28.02.2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 01.03.2017
Notifié le :

**Délégations de signature
Cabinet du Maire
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2104/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Département du Cabinet du Maire est composé de :

- La Direction de la Communication
- La Direction des Relations Presse
- La Direction du Protocole
- La Direction Proximité / Citoyenneté

Monsieur Fabrice MANUEL, Directeur de Cabinet en charge du Département du Cabinet du Maire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MANUEL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Simine NAMDAR, Chef de Cabinet.

ARTICLE 1-1 :

Madame Simine NAMDAR, Chef de Cabinet, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.

- En matière de marchés publics :

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Simine NAMDAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2 :

La Direction de la Communication est composée des services :

- Information Magazine
- Projets
- Production
- Numérique
- Événementiel
- Communication Interne

Monsieur Benoît ROOS, Directeur de la Communication, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît ROOS, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Fabrice CHOMARAT, Directeur adjoint et responsable du service Information Magazine.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Benoît ROOS et Fabrice CHOMARAT, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à

Monsieur Nicolas PUTEAUX pour ce qui relève du service Projets, Madame Florence FAVIER pour ce qui relève du service Production, Monsieur Vincent BOBE pour ce qui relève du service Numérique, Madame France MALLIE pour ce qui relève du service Événementiel et Monsieur Cyril LOZANO pour ce qui relève du service Communication Interne.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Benoît ROOS, Fabrice CHOMARAT, Nicolas PUTEAUX, Madame Florence FAVIER, Monsieur Vincent BOBE, Madame France MALLIE et Monsieur Cyril LOZANO chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Fabrice MANUEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît ROOS, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-1 :

Monsieur Fabrice CHOMARAT, Directeur adjoint et responsable du service Information Magazine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice CHOMARAT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ROOS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Fabrice CHOMARAT et Benoît ROOS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-2 :

Monsieur Nicolas PUTEAUX, responsable du service Projets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas PUTEAUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ROOS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Nicolas PUTEAUX, Fabrice CHOMARAT et Benoît ROOS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-3 :

Madame Florence FAVIER, responsable du service Production, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FAVIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ROOS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Florence FAVIER, Messieurs Fabrice CHOMARAT et Benoît ROOS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-4 :

Monsieur Vincent BOBE, responsable du service Numérique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent BOBE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ROOS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Vincent BOBE , Fabrice CHOMARAT et Benoît ROOS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-5 :

Madame France MALLIE, responsable du service Evènementiel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame France MALLIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ROOS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame France MALLIE, Messieurs Fabrice CHOMARAT et Benoît ROOS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-6 :

Monsieur Cyril LOZANO, responsable du service Communication Interne, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Cyril LOZANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ROOS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Cyril LOZANO, Fabrice CHOMARAT et Benoît ROOS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3 :

Madame Coralie TRIGUEROS, Directrice des Relations Presse, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Coralie TRIGUEROS, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Sandrine LOCCI, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Coralie TRIGUEROS et Sandrine LOCCI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Fabrice MANUEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Coralie TRIGUEROS, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 4 :

La Direction du Protocole et de l'Événementiel est composée des services :

- Coordination
- Administratif
- Production

Monsieur Serge POITOU, Directeur du Protocole et de l'Événementiel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.

- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Serge POITOU, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Stéphane MARECHAL, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Serge POITOU et Stéphane MARECHAL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Corinne CANAYER pour ce qui relève du service Coordination, Madame Anne DELARUE pour ce qui relève du service Administration et Madame Dominique MENDEZ pour ce qui relève du service Production.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Serge POITOU, Stéphane MARECHAL, Mesdames Corinne CANAYER, Anne DELARUE et Dominique MENDEZ, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Fabrice MANUEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Serge POITOU, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 4-1 :

Madame Corinne CANAYER, responsable du service Coordination, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Corinne CANAYER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Serge POITOU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Corinne CANAYER, Messieurs Serge POITOU et Stéphane MARECHAL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 4-2 :

Madame Anne DELARUE, responsable du service Administratif, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne DELARUE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Serge POITOU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Anne DELARUE, Messieurs Serge POITOU et Stéphane MARECHAL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 4-3 :

Madame Dominique MENDEZ, responsable du service Production, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Dominique MENDEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Serge POITOU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Dominique MENDEZ, Messieurs Serge POITOU et Stéphane MARECHAL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 5 :

La Direction de la Proximité et de la Citoyenneté est composée des services :

- Mission de Coordination Territoriale
- Démocratie Participative et Vie Associative
- Maisons pour Tous

Le Directeur de la Proximité et Citoyenneté et responsable de la Mission de Coordination Territoriale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Directeur, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Pierre FERRAN, Directeur adjoint et responsable de la Mission de Coordination Territoriale.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs le Directeur et Pierre FERRAN, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Stéphane SAUVION, pour ce qui relève du service Démocratie Participative et Vie Associative et Monsieur Thierry MARGOT pour ce qui relève du service Maisons pour Tous.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs le Directeur, Pierre FERRAN, Stéphane SAUVION et Thierry MARGOT chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Fabrice MANUEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Directeur, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 5-1 :

Monsieur Stéphane SAUVION, responsable du service Démocratie Participative et Vie Associative, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane SAUVION, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur le Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Stéphane SAUVION, Pierre FERRAN et le Directeur, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 5-2 :

Monsieur Thierry MARGOT, responsable du service Maisons pour Tous, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry MARGOT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur le Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Thierry MARGOT, Pierre FERRAN et le Directeur, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28. 02. 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 01. 03. 2017
Notifié le :

**Délégations de signature
Département Solidarité et Vivre Ensemble
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2095/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- **VU** la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Département Solidarité et Vivre Ensemble est composé de :

- La Direction Cohésion Sociale,
- La Direction Relations aux Publics.

Monsieur Alain PONS DE VINCENT, Directeur Général Adjoint en charge par intérim du Département Solidarité et Vivre Ensemble, reçoit à compter du 3 mars 2017, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

L'intérim du Département Solidarité et Vivre Ensemble sera assuré, avant la date du 1^{er} mars 2017, par Madame Juliette BEREGI.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Juliette BEREGI avant la date du 1^{er} mars 2017, puis de Monsieur Alain PONS DE VINCENT à compter de cette date, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction de la Cohésion Sociale est composée du service :

- Cohésion Sociale

Monsieur M'hamed BELHANDOUZ, Directeur de la Cohésion Sociale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur M'hamed BELHANDOUZ, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Karine BARBIER pour ce qui relève du service Cohésion Sociale.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur M'hamed BELHANDOUZ et Madame Karine BARBIER, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur M'hamed BELHANDOUZ, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 2-1 :

Madame Karine BARBIER, responsable du service Cohésion Sociale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Karine BARBIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur M'hamed BELHANDOUZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Karine BARBIER et Monsieur M'hamed BELHANDOUZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3 :

La Direction des Relations aux Publics est composée des services :

- Population Accueil Standard
- Administration des Cimetières
- Communal Hygiène Santé
- Etat-civil
- Vie Quotidienne
- Presto

Madame Olga KROMPASZKY, Directrice des Relations aux Publics, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés municipaux, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Délégation de fonction pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres d'Etat Civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux susdites déclarations et pourra valablement délivrer toutes copies ou extraits enregistrés à Montpellier.
- Délégation de fonction, en cas d'absence ou d'empêchement d'un officier d'état-civil, pour assurer la réalisation des auditions préalables aux cérémonies de mariage conformément à l'article 63 du code civil.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Olga KROMPASZKY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-1 :

Madame Claudie GUYARD, responsable du service Population Accueil Standard, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Claudie GUYARD, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Olga KROMPASZKY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Claudie GUYARD et Olga KROMPASZKY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-2 :

Madame Gilda VICART, responsable du service Administration des Cimetières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Délégation de fonction pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres d'Etat Civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux susdites déclarations et pourra valablement délivrer toutes copies ou extraits enregistrés à Montpellier.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Gilda VICART, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Olga KROMPASZKY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Gilda VICART et Olga KROMPASZKY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-3 :

Madame Floriane VERY, responsable du service Communal Hygiène Santé, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Floriane VERY, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Olga KROMPASZKY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Floriane VERY et Olga KROMPASZKY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-4 :

Madame Ghyslaine BACCHINI, responsable du service Etat-civil, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Délégation de fonction pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres d'Etat Civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux susdites déclarations et pourra valablement délivrer toutes copies ou extraits enregistrés à Montpellier.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Ghyslaine BACCHINI, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Olga KROMPASZKY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Ghyslaine BACCHINI et Olga KROMPASZKY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-5 :

Madame Aude CLARY, responsable du service Vie Quotidienne, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.

- Délégation de fonction pour délivrer toutes copies ou extraits d'actes d'Etat-civil enregistrés à Montpellier.

~~En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.~~

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Aude CLARY, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Olga KROMPASZKY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Aude CLARY et Olga KROMPASZKY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-6 :

Madame Stéphanie SAUVIER-DULAC, responsable du service Presto, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie SAUVIER-DULAC, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Olga KROMPASZKY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Stéphanie SAUVIER-DULAC et Olga KROMPASZKY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28.02.2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 01.03.2017
Notifié le :

Arrêté n° 2017-T560

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Jeanne Jugan
et Rue de Plagne

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux de tirage de câbles à la demande de SOGETREL ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **08 mars 2017** et jusqu'au **09 mars 2017** inclus, la circulation est interdite Rue de Plagne
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, la police et les riverains..

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de Plagne, emprunte :

- la Rue Jeanne Jugan
- la Rue de Moissac

et se termine sur la Rue Saint Alexis.

Article 3 :

À compter du **08 mars 2017** et jusqu'au **09 mars 2017** inclus, Rue Jeanne Jugan, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

02 MARS 2017

704

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Chemin des Comportes**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **17 mars 2017** inclus, la circulation est interdite Chemin des Comportes

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de Toulouse, emprunte :

- le Chemin de Poutingon

et se termine sur le Chemin des Comportes.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Malet.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 Février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

02 MARS 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Saint Lazare

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de branchement pluvial à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 mars 2017** et jusqu'au **24 mars 2017** inclus, l'Avenue de Saint Lazare, entre le n° 31 et le n° 44 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SCAM TP.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

02 MARS 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Saint Barthélemy

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de mise en conformité du réseau de gaz menés par GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **14 avril 2017** inclus, la circulation est interdite sur :

- la Rue Dom Vaissette dans sa partie comprise entre la Rue Saint Barthélemy et la Rue Chaptal ;

Cette disposition est applicable **de 7h à 19h tous les jours, sauf samedis dimanches et jours fériés.**

- la Rue Brueys dans sa partie comprise entre la Rue Saint Claude et la Rue Dom Vaissette ;
- la Rue Sébastien Bourdon.

Ces dispositions sont applicables **tous les jours, sauf samedis dimanches et jours fériés.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours, d'entretien et de service public.

La déviation suivante est mise en place :

- par :
 - la Rue Saint Barthélemy
 - la Rue Saint Claude

Article 2 :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **21 avril 2017** inclus, chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale sur :

- la Rue Dom Vaissette ;
- la Rue Brueys.

Article 3 :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **21 avril 2017** inclus, l'arrêt et le stationnement sont interdits sur :

- la Rue Dom Vaissette sur les places de stationnement nécessaires aux emprises de travaux ;
- la Rue Brueys ;
- la Rue Sébastien Bourdon ;
- la Rue Saint Barthélemy ;
- la Rue Saint Claude.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Ponctuellement, la circulation générale sera déviée sur la voie habituellement réservée au stationnement

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 4 :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **21 avril 2017** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- la Rue Dom Vaissette ;
- la Rue Brueys.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOTRANASA

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Publié le :

02 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T566

**Arrêté temporaire
Circulation interdite
Carnaval CALENDRETAS.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du carnaval à la demande de l'association Inter'Cal ;

Arrête :

Article 1er :

Le **18 mars 2017**, la circulation est interdite sur :

- la Promenade du Peyrou Départ à 15h00 ;
- la Rue de la Merci ;
- la Rue du Faubourg du Courreau ;
- la Rue Saint Guilhem ;
- la Place des Martyrs de la Résistance ;
- la Place du Marché aux Fleurs et retour vers le Peyrou.

Ces dispositions sont applicables **de 11h à 19h30.**

Article 2 :

La déviation des véhicules se fera par les voies adjacentes à celles occupées par la manifestation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Ces dispositions entreront en vigueur à la diligence des services de police.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 02 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T567

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue Baqué et Rue Pagès**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison de travaux de tirage de câbles à la demande de Orange ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **10 mars 2017** inclus, la circulation est interdite le temps nécessaire aux travaux :

- Rue Baqué. La déviation des véhicules se fera par la Rue Haguenot, la Rue de Metz, la Rue du Faubourg Figuerolles et la Rue Guillaume Pellicier.
 - Rue Pagès. La déviation des véhicules se fera par l'Avenue de Lodève.
- Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Sogetrel.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

03 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T568

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Place Cardinal Verdier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la cérémonie en hommage à Jacques ROSEAU ;

Arrête :

Article 1er :

Le **05 mars 2017**, Place Cardinal Verdier, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 13h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du Service Protocole.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 Février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

02 MARS 2017

A handwritten signature in blue ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "de MON" and "R".

Arrêté n° 2017-T569

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Général Mathieu Dumas
et Rue Général Maurin**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux de tirage de câble fibre optique à la demande de Orange ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 mars 2017** et jusqu'au **14 mars 2017** inclus, la Rue Général Maurin est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
 - le stationnement est interdit.
- La déviation des véhicules se fera par les rue adjacentes.

Article 2 :

À compter du **13 mars 2017** et jusqu'au **14 mars 2017** inclus, la Rue Général Mathieu Dumas est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
 - le stationnement est interdit.
- La déviation se fera par les rue adjacentes.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

317

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Sogetrel.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 03 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T570

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Boulevard Vieussens**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de Montage et Démontage à la demande de la société BEC Construction ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **16 mars 2017** et jusqu'au **17 mars 2017** inclus, Boulevard Vieussens en face du N° 4 sur 4 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société BEC Construction

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

02 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T573

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue de l'Acropole**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de Déménagement à la demande de DAVIN Déménagement ;

Arrête :

Article 1er :

Le **07 mars 2017**, Rue de l'Acropole au droit du N°205 sur un emplacement de 15 mètres, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la Société DAVIN Déménagement

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le :

02 MARS 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de l'Acropole, la contre-allée située du côté des numéros impairs, entre la rue Poséidon et la rue de l'Acropole, Allée de Delos et Place Dionysos

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du nettoyage des vitres de la piscine olympique à la demande de la société "ACAD" ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 mars 2017** et jusqu'au **19 mars 2017** inclus, le stationnement est interdit sur :

- la contre-allée située du côté des numéros impairs, entre la rue Poséidon et la rue de l'Acropole ;
- l'Allée de Delos ;
- la Rue de l'Acropole entre l'avenue Jacques cartier et le boulevard de l'Aéroport International ;
- la Place Dionysos.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'entreprise ACAD.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **02 mars 2017** et jusqu'au **19 mars 2017** inclus, la contre-allée située du côté des numéros impairs, entre la rue Poséidon et la rue de l'Acropole, la circulation est interdite. Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'entreprise ACAD.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

08 MARS 2017



